REUNION du CONSEIL MUNICIPAL du 10 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix avril à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de **Castelmoron sur Lot**, dûment convoqué en séance, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Madame Line LALaurIE, Maire.

Date de convocation : 4 avril 2025

Etaient présents : Line LALaurIE, maire, Daniel MARROT, Josianne ESCODO, Jean-Marie PREVOT, Guylène LIA, Jean-Claude VIGNEAU, adjoints au Maire et Chantal CZWOJDRAK, Johan ARSAC, Gérard ROUAN, Olivier ZOLDAN, Laetitia CAZAUBIEL, conseillers Municipaux.

Absents excusés : Maud DURNEY, Annabel LAJOURNADE, Judikaël PILLES, Lauriane MELLA, Maguy CARMELLI-AMADIO, Fabien VIEL.

Procuration : Judikaël PILLES à Guylène LIA.

Mme le Maire rappelle l'ordre du jour de ce conseil municipal qui porte essentiellement sur les comptes budgétaires de la commune.

Le Compte administratif 2024, devenu le compte financier unique CFU examiné dans le détail lors de la précédente réunion est à nouveau porté à connaissance des élus, il traduit un excédent global de **1 452 327 €** et est approuvé à l'unanimité.

Le montant de **la SECTION d'INVESTISSEMENT** s'élève à :

En dépenses à 1 190 816,32 €

En recettes à 1 635 727,47 €

Soit un excédent de **444 910,65 €**

La **SECTION de FONCTIONNEMENT** s'élève à :

En dépenses à 1 495 784,09 €

En recettes à 2 007 416,35 €

Soit un excédent de **1 007 416,35 €**

Cet excédent de 1 452 327 € comprend les restes à réaliser pour des travaux engagés tels que la mairie, Ecoles, Salle Tivoli d'un montant global de 427 000 €

AFFECTATION DU RESULTAT (délibération)

BUDGET PRIMITIF :

Avant d'examiner le projet de budget primitif, le Conseil est invité à délibérer sur les taux d'impositions des quatre taxes, étant précisé que si les bases d'imposition évoluent chaque année, les taux fixés par les Conseils municipaux successifs sont restés inchangés depuis plusieurs décennies

Il décide le maintien de ces taux pour 2025 à savoir :

- Foncier bâti : 33,98 %
- Foncier non bâti 35,58 %
- Taxe d'habitation (résidences secondaires) 10,79 %
- Cotisation Foncière d'Entreprises 18,21 %

BUDGET PRINCIPAL

Il s'équilibre tant en dépenses qu'en recettes à la somme totale de 5 070 054 € et se divise en deux sections.

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT : 2 586 191 €

Les dépenses sont constituées des chapitres suivants :

Les charges à caractère général pour un montant de 643 443 € comprennent principalement :

- Les fournitures d'énergie, eau, gaz, électricité, combustibles : 211 000 €
- Les produits et petit entretien : 26 900 €
- Fournitures scolaires : 10 500 €

Les Services Extérieurs : 359 000 €

- Travaux légers aux bâtiments : 60 000 €
- Voirie et réseaux : 40 000 €
- Contrats maintenance : 70 000 €
- Assurances bâtiments : 30 000 €
- Publications, relations publiques dont colis de Noël : 30 000 €
- Frais postaux et téléphoniques : 10 000 €
- Charges de restauration scolaire : 60 000 €

Les charges de Personnel : 649 000 €

- Personnel titulaire : 370 000 €
- Personnel non titulaire : 65 000 €
- Charges sociales : 170 000 €

Autres charges de gestion courante 242 600 €

- Indemnités fonction : 70 000€
- Service incendie : 70 000 €
- Subventions aux Associations : 70 000 €

LES RECETTES :

Du produit de la fiscalité aux taux d'imposition maintenus soit 892 785 €,

- Les dotations d'Etat 134 571 €
- Le fonds de solidarité de la Communauté des Communes 119 670 €
- Les redevances des bateaux de Port Lalande : 40 000 €
- Le revenu des immeubles : 200 000 €

et l'excédent de fonctionnement reporté de 1 007 416 €

LA SECTION D'INVESTISSEMENT : 2 483 853 €

On y retrouve des programmes de travaux engagés antérieurement ou en cours tels que :

- La rénovation de l'hôtel de ville : 310 000 € dont subventions DETR et Mission du Patrimoine pour 310 700 €
- Les travaux d'économie d'énergie des Ecoles : 159 000 € avec une aide de l'Etat et du C.D. pour 77 720 €
- Les Equipements sportifs, clôture du stade : 50 000 €, aide de l'ANS de 17 445 €
- Rénovation de la salle Tivoli : 450 000 €, aide de l'Etat, 143 800 €
- Travaux sur le site de Port Lalande : 45 000 €

Mais aussi de nouveaux projets :

- Création d'un local pour les chasseurs : 100 000 €
- Une nouvelle tranche de travaux d'Aménagement du Centre bourg par le Place L'Airial et celle de l'Eglise : 420 000 €, montant de l'aide de l'Etat allouée, DETR, 205 000 €
- Remplacement de la toiture du Centre Administratif et Social : 100 000 €
- Remise en conformité du logement communal rue Pierre Bousquet : 100 000 €
- La reconstruction de la Capitainerie, récemment incendiée : 80 000 €, remboursement Assurance estimé à 70 000 €
- Défense incendie : 50 000 €

Les recettes de cette section, outre les subventions susmentionnées, comprennent l'excédent reporté de 444 910 €, le virement de la section de fonctionnement de 867 506 € et le fonds de compensation de la TVA de 90 000 €.

Le montant total s'élève donc à **2 483 853 €**.

Il s'agit là d'un programme ambitieux que permet la situation financière confortable de la Commune.

Ce budget principal est voté à l'unanimité

BUDGET ANNEXE DU LOTISSEMENT DES CAILLABENES

Les derniers travaux de voirie réalisés en 2024 pour un montant de 114 229 € soldent les dépenses de ce lotissement

Le compte financier unique de l'exercice 2024 se présente donc comme suit :

- **SECTION D'INVESTISSEMENT** un excédent de 387 298,39 €
 - **Section de FONCTIONNEMENT** un déficit de 234 368,13 €
- Soit un excédent de **152 930,26 €**

Quant au budget primitif, il reprend les excédents et intègre les opérations d'ordre, il s'établit comme suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses	607 504 €
Recettes	873 574 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses	486 277 €
Recettes	931 872 €

Les dernières interventions dans ce lotissement étant terminées, le Conseil décide d'engager son extension par l'acquisition de trois hectares de terrains contigus. Un accord d'achat a été conclu avec les propriétaires au prix de 6,50 € le m², (prix identique à celui du 1^{er} lotissement) sous condition de l'obtention du permis d'aménager qui sera déposé dans les meilleurs délais possible.

Il s'agira du **LOTISSEMENT DES CAILLABENES II** et de la nécessité de créer un nouveau budget afin d'y inscrire les crédits nécessaires à cette acquisition, soit 250 000 €.

Ces deux budgets annexes sont votés à l'unanimité.

BATIMENT DES CHASSEURS :

Le projet d'aménagement de ce bâtiment a été étudié par les membres de la Société de chasse de Castelmoron et Jean-Marie Prévot en présente le plan et son contenu en détaillant les travaux nécessaires qui s'élèveront à près de 100 000 € selon les premiers devis établis. Pour la réussite de ce chantier, les membres de la Société de chasse seront associés aux travaux.

INCENDIE CAPITAINERIE (Place CALAS) :

L'incendie s'est déclaré dans les combles du bâtiment aux alentours de 17 heures le dimanche 6 avril, alors qu'il était inoccupé, causant d'importants dégâts à la toiture et aux 2 derniers niveaux. Il s'est malheureusement propagé sur les deux immeubles mitoyens causant aussi des dégâts aux toitures. Les raisons restent inconnues, probablement un court-circuit, les experts d'assurances en jugeront. Notre assureur, dépêché sur les lieux nous a rassurés sur les garanties de notre contrat et la prise en charge du sinistre.

GARANTIE D'EMPRUNT DE L'EPHAD COMARQUE DE BEAUMANOIR – Renégociation du prêt avec étalement de la dette :

Cette demande émane du Conseil d'Administration qui au vu des difficultés financières qu'il rencontre, comme beaucoup d'autres Etablissement Hospitaliers, souhaite un étalement de ce prêt

(délibération)

Le Conseil Municipal,

Vu le rapport établi par la Banque des Territoires, Caisse des Dépôts et Consignations, Direction Nouvelle Aquitaine en date du 14 novembre 2024,

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 2305 du Code Civil ;

Article 1^{er} :

Le Garant réitère sa garantie pour le remboursement de la ligne du prêt Réaménagé initialement contacté par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées ».

La garantie est accordée pour la ligne du Prêt Réaménagé, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières du Prêt Réaménagé sont indiquées pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques Financières du Prêt Réaménagé » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant la ligne du prêt réaménagé à taux révisable indexé sur le livret A, le taux du livret A effectivement appliqué à ladite ligne du prêt réaménagé sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent au prêt réaménagé référencé à l'annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du livret A au 31/07/2024 est de 3 %.

Article 3 :

La garantie de la Collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt Réaménagé jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et Consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer de défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

CONVENTION SERVITUDE DE PASSAGE avec TE47 : parcelle AX66 Larzillé :

(délibération)

Dans le cadre de l'implantation d'ouvrages de distribution publique d'électricité sur le domaine de la commune, il convient de conclure une ou plusieurs convention de servitude sur la parcelle cadastrée section AX N° 66 située au lieu-dit « Larzillé » au bénéfice de Territoire d'Energie Lot et Garonne et de son concessionnaire du service public de distribution d'électricité dans le cadre de l'affaire n° 470542404_RACUB01, construction d'une ligne de distribution électrique souterraine supérieure à 2 mètres, soit une emprise de 7,50 m2.

Ces mêmes conventions, si elles concernent des ouvrages électriques souterrains d'un linéaire supérieur ou égal à 2 mètres ainsi que l'implantation d'un poste de transformation, peuvent faire l'objet le cas échéant d'une publication auprès du Service de Publicité de Foncière afin de sécuriser les parcelles et le réseau de distribution publique.

Considérant l'intérêt que présente pour la commune l'implantation de ces ouvrages de distribution publique d'électricité.

**Le Conseil Municipal,
Oùï l'exposé de Madame le Maire
Après en avoir délibéré,**

Autorise Madame le Maire à signer les conventions de servitudes nécessaires ainsi que les actes authentiques correspondants.

CONVENTION SERVITUDE DE PASSAGE AVEC TE47 : parcelle AY 136 Au dessus de la Ville :

(délibération)

Dans le cadre de l'implantation d'ouvrages de distribution publique d'électricité sur le domaine de la commune, il convient de conclure une ou plusieurs convention de servitude sur la parcelle cadastrée section AY N° 136 située au lieu-dit « Au dessus de la Ville » au bénéfice de Territoire d'Energie Lot et Garonne et de son concessionnaire du service public de distribution d'électricité dans le cadre l'affaire n°AMPRI/RAPRI-PECHAUD, numéro, TE47-470542501-AMPRI01 construction d'une ligne de distribution électrique souterraine supérieure à 2 mètres, soit une emprise de 9 m2.

Ces mêmes conventions, si elles concernent des ouvrages électriques souterrains d'un linéaire supérieur ou égal à 2 mètres ainsi que l'implantation d'un poste de transformation, peuvent faire l'objet le cas échéant d'une publication auprès du Service de Publicité de Foncière afin de sécuriser les parcelles et le réseau de distribution publique.

Considérant l'intérêt que présente pour la commune l'implantation de ces ouvrages de distribution publique d'électricité.

**Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Madame le Maire
Après en avoir délibéré,**

Autorise Madame le Maire à signer les conventions de servitudes nécessaires ainsi que les actes authentiques correspondants.

FERMETURE D'UNE CLASSE A L'ECOLE MATERNELLE :

Mme le Maire informe le Conseil de sa rencontre avec M. l'Inspecteur d'académie et du courrier qui a suivi annonçant la fermeture d'une classe à la prochaine rentrée scolaire. L'effectif prévu de 49 élèves est estimé insuffisant pour le maintien des 3 classes, conséquence de la dénatalité en France et notre territoire rural n'y échappe pas. Elle est inquiétante aussi pour le devenir des classes de l'Ecole Primaire et du Collège et aura une conséquence directe pour la commune, la suppression d'un poste d'ASTEM, agent titulaire de la commune.

On notera que cette Ecole accueille les élèves des communes voisines qui ne possèdent plus d'Ecole maternelle dont Granges. Cette commune bénéficie d'une Ecole Elémentaire en classe unique et les élèves de CM1 et CM2 n'y trouvent plus forcément leur place ce qui amène le maire M. Jean-Marie Boé à nous solliciter pour accueillir deux élèves. Il souhaiterait la mise en place d'un regroupement pédagogique à l'avenir pour ces deux classes seulement car il reste très attaché au maintien de son Ecole et la loi le lui permet aujourd'hui.

Mme le Maire précise que cette demande ne peut que conforter les effectifs scolaires de la Commune et qu'il convient d'en informer la Directrice de notre Ecole.

RESSOURCES HUMAINES :

Madame le Maire fait part au Conseil des difficultés rencontrées en ce moment au secrétariat en raison d'arrêts maladie. En effet, Stéphanie après un arrêt de six mois et un mi-temps thérapeutique depuis plusieurs mois est à 60 % de temps de travail et Jocelyne notre secrétaire générale Jocelyne est en arrêt maladie depuis le 7 mars 2025 suite à une intervention chirurgicale de la main, elle assure néanmoins entre autres la comptabilité, les paies, l'investissement et la préparation des budgets, ce qui nous apporte une aide substantielle.

Elle indique également que Mme Johanna BREGEON adjoint administratif titulaire au secrétariat de la maire à raison de 20 heures hebdomadaires, vient de nous faire la demande d'une mise en disponibilité de deux années à compter du 1^{er} septembre 2025.

Face à cette situation, qui perturbe le fonctionnement du secrétariat, un renfort est nécessaire et une demande a été déposée auprès du CDG47

LOCAL DE LA POSTE :

Par un récent courrier, la Poste nous informe vouloir résilier à compter du 1^{er} juin 2025 le bail de location du local situé derrière la poste, destiné à la pose méridienne des facteurs. Cette décision fait suite à la baisse d'activité, moins de courrier, et aux difficultés financières qu'elle rencontre.

USINE D'AUCY :

Mme le Maire apporte des informations sur la situation inquiétante de l'Usine Daucy, qui comme toutes les conserveries de la région, rencontre des difficultés dues à l'écoulement de leur stock. Elle réduit cette année son activité, plus de petits pois et d'haricots verts, seulement la saison du maïs doux.

Cette décision est inquiétante pour l'économie de notre territoire, pour l'emploi et elle aura aussi un impact négatif sur les finances de la commune à travers la fiscalité, la CFE, cotisation foncière d'entreprises.

SAISON TOURISTIQUE :

L'ouverture du Café Solar par Olivier Palacin est prévue pour la mi-mai

Les nouveaux dépliants touristiques sont en cours de parution

Animation de l'été : programmer la fête de la musique (Orchestre de l'Ecole et Club Tennis)

- Moules frites par le Club Rugby le 28 juin
- Fête locale les 11, 12 et 13 juillet, repas du samedi et dimanche assurés par Musique en Vallée du Lot, la buvette sera tenue par le Club de Foot
- Bodega début août

Par ailleurs, la manifestation organisée par la Sauvegarde des Pompiers se tiendra les 26,27 juillet et les Tractoriales de St Pierre de Caubel le 2 août.

L'ordre du jour étant terminé la séance est levée à 22 heures.